

COMMUNIQUE DE PRESSE

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION MENEES PAR LE GOUVERNEMENT : COMMUNIQUE DE SOUTIEN DE L'IACE

Suite aux récents évènements survenus, concernant les actions menées par le Gouvernement pour lutter contre la corruption, le bureau directeur de l'IACE tient à saluer les mesures engagées par le Gouvernement, ainsi que l'ensemble des représentants des pouvoirs publics pour leur détermination, et exprime tout son soutien pour les mesures concrètes prises pour lutter contre la corruption et la contrebande qui gangrènent le pays, son économie et portent préjudice aux entreprises qui agissent dans le secteur formel.

Bien que l'impact de la corruption sur l'économie n'est plus à prouver, l'IACE a pour conviction que le retour de la croissance, et l'ambition de la porter à des paliers élevés ne saurait se concrétiser sans l'assainissement de l'économie de toutes les manœuvres de corruption et de pratiques d'enrichissement illicites, ainsi que l'éradication sans réserves de ces dangers.

Une étude de l'IACE-CIPE a montré qu'un assainissement immédiat des pratiques commerciales peut avoir un effet « boost » sur l'économie pouvant atteindre 5 points de croissance dans l'année qui suit et un point supplémentaire pendant les 5 années à venir. Les effets de l'amélioration des pratiques commerciales vont engendrer une économie de 13% sur les coûts de l'entreprise.

L'IACE, soucieuse de l'assainissement de notre économie et du climat d'investissement, seule source de création de richesse, apportera son soutien à toutes les actions qui s'inscriront dans cette démarche, qui vise à faire sauter les verrous de la corruption, de la contrebande et du secteur informel, qui entravent l'investissement et la performance de nos entreprises privées, qui, rappelons-le, contribuent à hauteur de 68% de l'emploi, à 63% des recettes fiscales, 72% des exportations et 63% du PIB, avec la grande entreprise comme locomotive de l'économie nationale employant en 2015, 42.29 % de l'effectif salarié total du secteur privé.

L'IACE invite par ailleurs les médias à éviter tout amalgame entre les acteurs du secteur informel et de la contrebande, les hommes d'affaires avec les chefs d'entreprises et opérateurs économiques qui contribuent, par leur engagement et leurs investissements, au développement de l'économie du pays.

L'IACE rappelle également l'importance de poursuivre cette lutte avec la même détermination et l'implication de toutes les parties prenantes : forces armées, représentants du peuple, pouvoir judiciaire, pouvoirs publics, syndicats, société civile, think tank, médias, ainsi que l'appui de la coopération internationale.